



ITALIE: Rapport économique 2023

Juin 2022 – juin 2023

Executive summary	2
1. Situation économique et développements de la politique économique	3
2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses	5
3. Politique économique extérieure.....	6
3.1. Politique et priorités du pays hôte	6
3.2. Perspectives pour la Suisse	6
4. Commerce extérieur	7
4.1. Évolution et perspectives générales	7
4.1.1. Commerce de marchandises	7
4.1.2. Commerce des services	8
4.2. Commerce bilatéral.....	9
4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises	9
4.2.2. Commerce bilatéral de services	9
5. Investissements directs.....	10
5.1. Évolution et perspectives générales	10
5.2. Investissements bilatéraux	11
6. Promotion économique et touristique	12
6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse	12
ANNEXE 1	13
ANNEXE 2	14
ANNEXE 3	15
ANNEXE 4	16
ANNEXE 5	17

Executive summary

Après des décennies d'instabilité chronique, la politique italienne a connu entre 2021 et 2022 une période de **consensus politique** sous le gouvernement d'union nationale du Président du Conseil des Ministres Mario Draghi. Alors que les administrations technocratiques précédentes avaient rapidement épuisé leur capital politique en devant imposer l'austérité, Bruxelles a donné à Draghi – par le biais du **Plan de national de reprise et résilience (PNRR)** – les moyens et la mission de moderniser l'économie italienne.

La **croissance économique** – portée par les exportations et la reprise du tourisme – qui s'en est suivie (+7% du PIB en 2021, +3.7% en 2022) a créé une base solide, confirmée par les prévisions positives pour 2023 et 2024, bien supérieures à celles de plusieurs pays du G7. Malgré les craintes initiales, le **gouvernement de Giorgia Meloni** (droite), en place depuis octobre 2022, n'a pas entraîné de cataclysmes ni du point de vue politique ni du point de vue économique. La première femme à la tête du gouvernement italien a jusqu'à présent dirigé le pays de manière moins idéologique et plus pragmatique que prévu, en poursuivant la politique économique de son prédécesseur, notamment en multipliant les efforts dans le bassin méditerranéen visant à renforcer l'indépendance énergétique de l'Italie.

Les défis principaux pour la Péninsule sont surtout liés à la **mise en œuvre du PNRR et des réformes y relatives**: les lenteurs bureaucratiques, la difficulté à recruter le personnel qualifié pour mener à bien les projets et les conséquences du conflit en Ukraine en menacent la réussite, du moins par rapport au calendrier imaginé initialement et convenu avec Bruxelles. À ce stade, seul un petit pourcentage des fonds qui doivent être utilisés avant 2026 a été effectivement dépensé. Plusieurs mesures d'urgence ont été adoptées, non sans polémiques (ex. décrets pour simplifier le travail des administrations, contrôles financiers allégés, suppression des projets trop complexes à réaliser, etc.): à voir si ces mesures auront l'effet escompté.

En ce qui concerne la **relation économique bilatérale**, les chiffres relatifs à l'année 2022 font état d'une situation **stable et solide**. L'Italie reste **le troisième partenaire commercial** de la Suisse, avec un **solde commercial** favorable à l'Italie désormais constant. L'importance des **relations transfrontalières** est également à relever: environ 40% du commerce entre la Suisse et l'Italie se réalise avec les régions italiennes proches de la frontière, principalement la Lombardie.

La première moitié de l'année 2023 a en outre coïncidé avec **deux percées significatives**: la ratification de l'accord entre la Suisse et l'Italie relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers – après un parcours long et tortueux commencé en 2015 – ainsi que l'élimination de la Suisse de la liste noire italienne de 1999 concernant l'imposition des personnes physiques.

1. Situation économique et développements de la politique économique

Pour rappel, l'Italie avait connu depuis février 2021 une rare période de **consensus politique** sous le gouvernement d'union nationale du Président du Conseil des Ministres Mario Draghi. Alors que les administrations technocratiques précédentes avaient rapidement épuisé leur capital politique en devant imposer l'austérité, Bruxelles a donné à Draghi – par le biais du **Plan national de reprise et résilience (PNRR)** – les moyens et la mission de moderniser l'économie italienne. Le PNRR italien bénéficie d'un financement mixte, avec une enveloppe d'environ 222 milliards d'euros sur la période 2021-2026. Ce montant est composé de la manière suivante: 191 milliards de fonds européens (dont 69 milliards de subventions) et 31 milliards de fonds publics italiens financés par la dette.

Grande gagnante des élections anticipées de septembre 2022, la nouvelle Présidente du Conseil des ministres, **Giorgia Meloni** (*Fratelli d'Italia*, droite), a pris la tête d'un pays confronté à une série de défis sociaux, politiques et structurels majeurs. Dans un tel contexte, il était de plus en plus clair que l'Italie ne pouvait pas se permettre de discontinuité avec la ligne de Mario Draghi en matière de politique économique. Demeurant d'un exécutif à l'autre, le ministre de l'économie et des finances, **Giancarlo Giorgetti** (Lega) a supervisé la mise au point du budget pour 2023. Il a ainsi dû répondre au défi pressant de soutenir les ménages et les entreprises frappés par l'inflation et la crise énergétique – l'Italie étant dépendante de manière importante du gaz russe – tout en faisant preuve de prudence dans la gestion des finances publiques.

Plusieurs indicateurs économiques sont encourageants: après avoir reculé en 2020 en raison de la crise économique induite par la pandémie (-9%), le PIB italien a rebondi de +7% en 2021 et a poursuivi sa croissance en 2022 (+3.7%), grâce notamment à la consommation privée, aux exportations – qui représentent un tiers du PIB italien – et à la hausse des investissements, avec une reprise constatée dans toutes les régions du pays. Les prévisions pour 2023 font aussi état d'une croissance à la hauteur de +1%, un résultat supérieur à celui de plusieurs autres pays industrialisés. La relance de l'économie et l'augmentation conséquente des recettes fiscales ont également permis une amélioration des comptes publics: en dépit de la hausse des intérêts, le ratio dette/PIB a diminué à 144.4% en 2022 (149.8% en 2021).

La réalisation des objectifs en matière de finances publiques dépendra toutefois encore largement de l'évolution de la montée inflationniste globale, du conflit en Ukraine, ainsi que de la capacité italienne à poursuivre la **mise en œuvre du PNRR**. En ce qui concerne la période 2021-22, le pays a atteint les 151 objectifs convenus avec Bruxelles (51 en 2021, 100 en 2022), collectant ainsi jusqu'ici des ressources pour un montant total de 70 milliards d'euros (le versement de la troisième tranche, de 19 milliards d'euros est attendu pour septembre 2023). Sur ce total, cependant, seuls 23 milliards avaient été effectivement dépensés à la fin de 2022.

Le ministre des Affaires européennes et du PNRR, Raffaele Fitto, a ouvertement déclaré en avril 2023 que certains projets ne seraient pas mis en œuvre comme prévu. Toutefois, M. Fitto a assuré que les retards s'expliquent par des **difficultés objectives** (l'inflation et la nécessité de recalculer les coûts de nombreux travaux) et qu'il existe un dialogue constructif et constant avec Bruxelles.

Afin de contourner les obstacles dans la mise en œuvre, plusieurs **mesures d'urgence** ont été adoptées par le Gouvernement, non sans polémiques (ex. décrets pour simplifier le travail des administrations, contrôles financiers allégés, suppression des projets trop complexes à réaliser, etc.): à voir si ces mesures auront l'effet escompté.

Les **premières étapes des réformes** prévues par le PNRR ont néanmoins été franchies: la **réforme de la justice civile et pénale**, dont la lenteur est l'un des gros problèmes du pays, a ainsi été approuvée en septembre 2021 et son entrée en vigueur est intervenue fin février 2023, après avoir été repoussée pour des raisons tant d'ordre technique que politique. Elle devrait permettre de désengorger peu à peu les tribunaux.

Très attendue, aussi la **réforme du code des marchés publics**¹ a été approuvée par le gouvernement à la fin mars 2023 et le nouveau code entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2023: celui-ci prévoit une simplification des procédures et un recours accru à la digitalisation. Si le principe d'accélération des procédures a été salué en Italie, des voix critiques se sont élevées quant au fait que la grande majorité des marchés publics pourra ainsi être attribuée sans véritable mise au concours. En mars 2023, l'exécutif a enfin aussi mis en place les premières ébauches de la **réforme fiscale**, qui vise à simplifier et alléger le système d'imposition. Au programme du gouvernement figurent encore la réforme sur la concurrence et celle du cadastre. D'autres réformes – telles que celle de l'administration publique – ont eu jusqu'ici des résultats plus mitigés.

En parallèle, le gouvernement de la PM Meloni va devoir se confronter à plusieurs défis économiques depuis longtemps à l'agenda. L'Italie est en effet toujours confrontée à des **niveaux élevés de chômage des jeunes** (30% environ selon l'ISTAT) et aux **inégalités régionales** entre le nord hautement industrialisé et les zones rurales plus pauvres du sud. L'Italie doit également faire face à une **baisse chronique de la natalité** (-30% sur la période 2008-2022) et à une **diminution de la population**, aussi liée au phénomène bien connu de la **fuite des cerveaux**. À ce phénomène s'ajoute l'incapacité d'attirer de jeunes talents étrangers, ou de mettre en place des systèmes performants d'éducation professionnelle, ce qui entraîne des déséquilibres importants ainsi que la pénurie de travailleurs qualifiés dans plusieurs secteurs.

Les priorités du programme économique du gouvernement portent ainsi sur plusieurs points clés, dont notamment:

- **Lutte contre l'inflation:** afin de contrer les effets du renchérissement des factures énergétiques, l'Italie a développé un plan de diversification et d'indépendance énergétique.
- **Soutien de la croissance:** par des mesures de relance des investissements publics (infrastructure, éducation, recherche) et de renforcement de la compétitivité. Les mesures de soutien en faveur d'une croissance solide doivent cependant compter avec la nécessité d'affronter le thème de la réduction de sa dette publique toujours très élevée.
- **Travail:** la coalition au pouvoir souhaite mettre en place des mesures pour soutenir les PME, notamment en facilitant l'accès au crédit et en réduisant la bureaucratie. Début mai, le gouvernement a adopté une mesure législative d'une valeur de 4 milliards d'euros visant à améliorer l'inclusion sociale, à favoriser l'emploi des jeunes et à réduire la contribution sociale obligatoire de l'employé. Concrètement, le "Decreto lavoro" prévoit des mesures de lutte contre la pauvreté plus ciblées (*assegno di inclusione*) pour remplacer le revenu de citoyenneté, des allègements fiscaux pour les revenus les plus faibles et des incitations pour les entreprises qui engagent des jeunes de moins de 30 ans.
- **Soutien aux familles et en faveur des retraites:** le budget 2023 prévoit toute une série d'interventions en faveur des familles et des retraités sous formes de bonus et d'allègements fiscaux.
- **Réforme de la fiscalité:** simplification du système fiscal et réduction des impôts pour les entreprises et les particuliers, notamment en introduisant une "flat tax" (impôt à taux unique) pour stimuler la croissance économique et l'emploi.
- **Protectionnisme et souveraineté économique:** le programme économique de Fratelli d'Italia et de la Lega met l'accent sur la défense des intérêts nationaux et la promotion de la souveraineté économique de l'Italie, notamment en favorisant les entreprises italiennes et en protégeant certains secteurs de l'économie contre la concurrence étrangère.

¹ Cette réforme a fait l'objet d'un événement à l'attention des entreprises suisses, organisé au Tessin par l'Ambassade, en coopération avec Swiss Business Hub ainsi que de nombreux acteurs italiens.

2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

L'Italie se caractérise par une **économie tournée vers l'exportation**. Les quelques 2'000 grandes entreprises exportatrices (au moins 250 salariés) représentent le 49% des exportations nationales, les moyennes entreprises (50-249 salariés) le 31% et les petites entreprises (moins de 50 salariés) le 20%. L'Italie est le premier exportateur mondial de produits de luxe (vêtements, voitures, etc.). Les autres grandes industries italiennes comprennent les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines de précision, les véhicules à moteur ainsi que la maroquinerie de luxe.

Le **secteur des services** représente les deux tiers du PIB italien et emploie 70% de la main-d'œuvre du pays. Le tourisme – l'une des industries les plus dynamiques et les plus rentables d'Italie – a la part du lion (l'Italie est l'un des pays les plus visités au monde). Selon l'agence statistique nationale ISTAT, ce secteur et ses activités annexes génèrent le 13% de la valeur ajoutée de l'économie. Les services liés aux entreprises jouent également un rôle important dans l'économie du pays.

L'Italie est également un pays industriel, le **secteur secondaire** représentant environ un tiers de la population active. L'activité industrielle du pays est concentrée dans la partie nord du pays, y compris des villes comme Turin, Milan et Venise. Une grande partie de l'industrie italienne est composée de petites et moyennes entreprises familiales.

L'Italie est également **l'un des principaux acteurs agricoles** de l'UE, étant le plus grand producteur européen de riz, de fruits, de légumes et de vin. Le secteur agricole représente 2% du PIB italien et dépend fortement de l'importation de matières premières utilisées dans la production agricole en raison des ressources naturelles limitées du pays. Le secteur primaire emploie 3% de la population active et comprend – d'après les chiffres de la Commission européenne – environ 1.3 million d'exploitations étalées sur quelques 13 millions d'hectares de terres agricoles.

Le fait que l'Italie possède un paysage industriel diversifié et innovant constitue un élément d'attrait certain aussi pour les **entreprises suisses**, aussi au vu de la proximité géographique et linguistique. En outre, l'Italie – aussi grâce à l'élan de PNRR – souhaite investir davantage dans l'économie de l'innovation. À titre d'exemple, à quelque 40 km de la frontière suisse, Milan a réussi à reconverter le site d'expo 2015 en pôle d'innovation (MIND, Milano Innovation District) sur 100 hectares. Cette surface offre un écosystème favorable aussi aux entreprises suisses² qui sont déjà actives en Italie ou qui suivent de près l'émergence de nouveaux clusters.

Les **grands travaux publics – directement ou indirectement liés au PNRR** – peuvent également constituer des opportunités pour les entreprises suisses: Stadler Rail a par exemple reçu des adjudications en Sardaigne et Calabre dans le secteur des trains à hydrogéné. Le pont suspendu entre la Sicile et la Calabre – s'il sera réalisé – pourrait également présenter un certain potentiel.

Les **principales entraves** au plein épanouissement du potentiel économique italien sont connues et ont été analysées à maintes reprises: les caractéristiques du tissu économique (forte prévalence de petites entreprises à capital et gouvernance familiale), l'adéquation imparfaite de la formation de la population active aux besoins de l'économie, la lourdeur administrative, l'incertitude juridique, un niveau de fiscalité élevé et la perception d'une corruption répandue. Tous ces facteurs conduisent ainsi à une insuffisance des investissements privés et publics. De plus, la faible croissance italienne est liée à une **stagnation de la productivité du travail** en comparaison à la moyenne de la zone euro et des autres pays du G7 (à titre d'exemple: -20% par rapport à France et Allemagne, -27% par rapport aux États-Unis en 2021: un écart qui s'est creusé pendant les trente dernières années).

Selon plusieurs observateurs, cette problématique a pris un tournant défavorable dans les années 1990 avec l'avènement de la numérisation (*Information and Communication Technologies ICT*). De nombreuses entreprises italiennes ont totalement ou partiellement échoué cette transition pour diverses raisons – taille insuffisante, faible propension à investir, structures patriarcales – accumulant un retard qui pèse encore lourdement aujourd'hui.

² Cf. à ce sujet l'étude réalisée par Switzerland Global Enterprise / Consulat suisse à Milan: [Research Study on Business Opportunities between Milan Innovation District and Switzerland](#) (2022)

3. Politique économique extérieure

3.1. Politique et priorités du pays hôte

L'Italie est membre du G7 (qu'elle présidera en 2024) et fait partie du **G20, qu'elle a présidé avec succès en 2021**. L'Italie s'engage particulièrement pour la sécurité sanitaire, le climat, le développement économique et des infrastructures. En même temps, elle se présente en tant que bâtisseuse de ponts dans des contextes délicats, notamment en raison de son rôle dans le bassin méditerranéen. Parmi les autres priorités figurent également la transition environnementale, la mise en œuvre de l'économie circulaire, ainsi que les défis de la "quatrième révolution industrielle" (numérisation, robotisation, intelligence artificielle).

L'Italie est membre de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la Banque des règlements internationaux (BRI) et du *Financial Stability Board* (FSB). Sur le plan régional, le pays est membre fondateur de l'UE, de la Banque européenne pour la reconstruction et le Développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'Italie a aussi adhéré à l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB).

La priorité des trois derniers gouvernements (Conte I et II, Draghi) en matière de politique économique était liée à la promotion des exportations, avec des plans pour le soutien à l'étranger du **"Made in Italy"**. Cette orientation générale reste incontournable dans la configuration actuelle: ce n'est pas un hasard si **trois ministères-clé ont changé de dénomination** sous Giorgia Meloni: l'ancien ministère du développement économique s'appelle désormais "Ministère des entreprises et du Made in Italy", celui de l'agriculture est devenu le "Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts", tandis que l'ancien Ministère de la transition écologique a été rebaptisé "Ministère de l'environnement et de la sécurité énergétique".

En partie en réponse aux inquiétudes initiales des partenaires de l'Italie, Giorgia Meloni n'a cessé de confirmer **l'adhésion de l'Italie à la ligne décidée au sein de l'OTAN et de l'UE, avec une condamnation ferme de l'agression russe et un soutien total à l'Ukraine**. Du point de vue économique, l'Italie espère en outre jouer un rôle prépondérant dans la reconstruction de l'Ukraine après la fin du conflit. Le gouvernement italien s'est en outre particulièrement activé, ces premiers mois, sur les **Balkans occidentaux** et le **bassin méditerranéen**. Il a également annoncé un **"plan Mattei³ pour l'Afrique"** qui vise à renforcer l'indépendance de l'Italie vis-à-vis du gaz russe et la coopération avec les gouvernements africains dans la lutte contre le terrorisme et la gestion des flux migratoires.

3.2. Perspectives pour la Suisse

L'histoire récente montre parfois une tendance du législateur italien à considérer la Suisse à l'instar de tout autre pays tiers, ne tenant pas toujours dûment compte du dense réseau d'accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE d'une part, et de la forte intégration entre les deux économies. Dans ce contexte, il convient toutefois de mentionner la bonne coopération et l'approche pragmatique constatée pendant les trois dernières années, qui a permis des avancées considérables dans plusieurs dossiers épineux.

En outre, après des années de blocages, une page importante s'est tournée en 2023, avec la ratification du **nouvel accord relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers⁴**. Cet accord, qui remplace celui de 1974, actualise et clarifie plusieurs aspects du système d'imposition des frontaliers. Le déploiement des effets de l'entente est prévu à partir du 1^{er} janvier 2024. À moyen terme, l'accord devrait assurer des recettes plus importantes pour la Suisse et l'Italie, ainsi que contribuer à la lutte contre le dumping salarial.

³ Référence à la stratégie industrielle mise en œuvre par Enrico Mattei, qui fut président de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), la compagnie pétrolière nationale italienne, dans les années 1950 et au début des années 1960. Mattei a cherché à réduire la dépendance de l'Italie envers les grandes compagnies pétrolières internationales.

⁴ [Message du CF concernant le nouvel accord entre la Suisse et l'Italie relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers](#)

Une autre percée significative s'est produite en avril 2023: la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et le ministre italien des finances, Giancarlo Giorgetti, ont signé une déclaration visant à régler les questions fiscales encore ouvertes. L'Italie a ainsi accepté de retirer la Suisse de sa **liste noire établie en 1999**. Cette liste prévoyait un renversement du fardeau de la preuve en matière de domicile fiscal pour les résidents italiens en Suisse: la Confédération demandait depuis plusieurs années son retrait, notamment en raison de son importance symbolique, qui détonnait par rapport au climat de normalisation des relations fiscales entre les deux pays (cf. échange automatique d'informations).

Parallèlement, la Suisse et l'Italie ont décidé d'instaurer une réglementation provisoire, applicable jusqu'au 30 juin 2023, concernant **l'imposition du télétravail des frontaliers**. Plusieurs parlementaires italiens des régions frontalières demandent maintenant au gouvernement de Giorgia Meloni de négocier rapidement un accord définitif avec la Suisse.

Concernant **l'accès au marché pour les fournisseurs de services financiers**, en 2017 l'Italie a choisi de mettre en œuvre la directive européenne Mifid II (*Markets in financial instruments directive*) de façon restrictive envers les fournisseurs de pays tiers, imposant l'ouverture d'une succursale en Italie aux banques suisses souhaitant offrir leurs services aux particuliers. La volonté suisse de poursuivre les efforts pour l'amélioration de l'accès au marché italien a été réitérée à maintes reprises. À cet effet, il est important que le dialogue entre les **autorités de vigilance** (FINMA d'une part, Consob de l'autre) aboutisse à un accord de coopération en matière d'assistance administrative. Des discussions techniques entre les deux entités sont toujours en cours.

4. Commerce extérieur

4.1. Évolution et perspectives générales

Après avoir beaucoup souffert depuis la crise de 2008, le commerce extérieur italien⁵ a clairement retrouvé la capacité de valoriser ses produits à l'étranger, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Plusieurs années de croissance des **exportations** italiennes de marchandises et services s'en sont suivies.

Parmi les raisons qui déterminent le **meilleur positionnement qualitatif** de la production italienne par rapport aux pays concurrents, la Banque d'Italie mentionne une participation plus intense aux chaînes de valeur mondiales, ainsi qu'une moindre exposition concurrentielle aux pressions de la Chine et de l'Europe centrale et orientale.

Après les difficultés liées à la pandémie, en 2022 les exportations italiennes (septième pays exportateur au monde pendant la même année) – grâce notamment à l'impulsion de la demande européenne – ont augmenté de +20% à 625 milliards d'euros. Les importations ont aussi sensiblement augmenté (+36% sur 2021), à 655 milliards d'euros. Le **solde commercial** à fin 2022 s'élevait à -30 milliards, en diminution de 71% par rapport à l'année précédente.

Ce **résultat inhabituel** (le solde de la balance commerciale italienne a toujours été positif depuis 2012) s'explique par les augmentations des prix du transport maritime, des achats de gaz naturel et de pétrole brut. Néanmoins, l'excédent commercial dans les échanges de produits non énergétiques a permis à l'Italie de contenir les effets négatifs sur la balance commerciale totale. Les chiffres provisoires relatifs au premier trimestre 2023 indiquent déjà un retour progressif à la normalité, avec une balance commerciale positive pour la période janvier-mars.

4.1.1. Commerce de marchandises

Le continent européen reste de loin le premier client et le premier fournisseur de l'Italie, avec le 67% des exportations et le 63% des importations en **2022**. Si l'on considère uniquement l'Union européenne, ces pourcentages s'élèvent à 53% (exportations) et 51% (importations). En ce qui

⁵ Les données de ce chapitre (élaborées par l'[Osservatorio economico](#) du Ministère des affaires étrangères) proviennent de l'Institut national de statistique ISTAT, ainsi que de la Banque d'Italie. Pour ce qui tient au commerce bilatéral, nous nous basons prioritairement sur les données suisses; lorsque cela n'est pas le cas, nous l'indiquons explicitement.

concerne les **exportations**, les **cinq principaux partenaires commerciaux** de l'Italie restent stables depuis des années, avec des variations minimales au niveau du positionnement: Allemagne (13% des exportations totales), États-Unis (10.4%), France (10%), Espagne (5.1%) ainsi que la **Suisse** (5%).

Pour ce qui tient aux **importations**, le principal fournisseur de l'Italie est toujours l'Allemagne (14% du total), suivie par la Chine (9%), la France (7.4%), les Pays-Bas (5.6%) et l'Espagne (4.7%). La Suisse est le dixième fournisseur de l'Italie (2.8%).

Comme pour les autres pays de l'UE, le conflit en Ukraine a entraîné aussi en Italie un rééquilibrage géographique en volume des **importations de gaz naturel**: le poids de la Russie est passé d'environ 40% en 2021 à moins d'un cinquième en 2022, compensé par la croissance des importations en provenance de l'Algérie, de l'Azerbaïdjan, de la Norvège et des États-Unis.

Les principales régions exportatrices se situent au **nord de l'Italie**: en premier lieu la Lombardie (26% du total), suivie par l'Émilie-Romagne (13.5%), la Vénétie (13.2%), le Piémont (9.5%) et la Toscane (9%). Ces régions constituent à elles seules le 75% de la puissance commerciale extérieure italienne. La première région méridionale dans ce classement est la Campanie, en neuvième position (2.8% du total). Il en va de même pour les importations: Lombardie (28% du total), Vénétie (11%), Émilie-Romagne (8%), Latium (7.5%) et Piémont (7%).

En ce qui concerne la **typologie des biens exportés**, en tête du classement pour 2022 figurent les médicaments et produits pharmaceutiques, suivis par les machines industrielles, les appareils de précision, les véhicules et les produits d'habillement. Parmi les **produits importés**, le gaz naturel a exceptionnellement eu la part du lion en 2022, suivi par les produits chimiques, les véhicules, les médicaments et les produits pharmaceutiques, les métaux précieux et le pétrole brut.

4.1.2. Commerce des services

Selon la tendance générale des dernières années, le commerce extérieur de l'Italie se compose de 80% de marchandises et de 20% de services. Comme **les exportations et les importations de services sont plus ou moins égales**, leur solde dans la balance des paiements n'a pas un poids particulièrement significatif. Le commerce des services représente environ le 12% du PIB italien, si l'on considère les dernières années.

Selon la Banque d'Italie⁶, force est de constater que le commerce des services a eu un impact sur le PIB et un taux de croissance **systématiquement inférieur** à ceux enregistrés par les principaux pays européens. Cette situation semble être largement liée aux **caractéristiques du système de production national**, telles que la faible présence des moyennes et grandes entreprises ainsi que le faible niveau d'internationalisation des PME, notamment en raison des coûts et des risques liés à un processus d'expansion à l'étranger.

Les exportations italiennes de services ont fortement augmenté en 2022 (+28%, à 111 milliards d'euros), dépassant légèrement les niveaux d'avant crise sanitaire. Ce résultat est principalement lié à la reprise massive des flux touristiques. Si l'on fait abstraction des années exceptionnelles 2020-2021, caractérisées par la pandémie, près de la moitié des services exportés par l'Italie sont traditionnellement liés au tourisme, suivis par la catégorie "services aux entreprises" (ex. recherche et développement, conseil, architecture). Vient ensuite l'exportation de services de transport et de logistique, dont la part ne cesse de croître. Les principaux partenaires de l'Italie dans le commerce des services sont historiquement l'Allemagne, la France, les États-Unis, la Suisse et le Royaume-Uni.

Selon les dernières données géographiques disponibles⁷, relatives à l'année 2021, le premier destinataire des exportations de services italiens était l'Allemagne (9.5 milliards d'euros), suivie par la France (8.4), la Suisse (7.8), les États-Unis (6.2) et le Royaume-Uni. L'Allemagne était également

⁶Banca d'Italia, "[Gli scambi internazionali di servizi dell'Italia: una storia di mancata crescita?](#)" (2019)

⁷ Eurostat, total des services, ventilation géographique détaillée (BOP_ITS6_TOT, dernière mise à jour 09.02.2023)

le premier fournisseur de services d'Italie (10.1 milliards d'euros), suivi par la France (9.2), la Suisse (6), le Royaume-Uni (5.9) et les États-Unis (5.2).

4.2. Commerce bilatéral

4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises

En 2022, l'Italie était le **troisième partenaire** commercial de la Suisse (42 milliards de francs d'échanges, +22% par rapport à l'année précédente), ce qui équivaut à 8% du total du commerce extérieur de la Confédération. En ce qui concerne les **exportations**, selon les statistiques de l'Administration fédérale des douanes, l'Italie a constitué en 2022 le troisième client de la Suisse (20.6 milliards de francs, 7% du total des exportations), ce qui correspond à une augmentation de +33% par rapport à l'année précédente. Pour ce qui tient aux **importations**, en 2022 l'Italie a été le deuxième fournisseur de la Confédération (21 milliards, 9% du total) après l'Allemagne, ce qui correspond à une augmentation de +13% par rapport à 2021.

Le **solde commercial** négatif de la Suisse vis-à-vis de l'Italie est désormais une constante. Ce résultat a toutefois été plus mitigé en 2022 en raison de la **valeur des exportations d'électricité** depuis la Suisse vers l'Italie: une augmentation de +144% sur toute l'année, de 2 milliards à 5 milliards de francs. Cette situation exceptionnelle est en train de revenir à la normalité au premier trimestre 2023.

Pour ce qui tient à la **typologie des marchandises** traditionnellement au centre de l'échange commercial entre les deux pays, le principal poste d'exportation de la Suisse vers l'Italie est celui des produits chimiques et pharmaceutiques, suivis par les instruments de précision et les montres, les machines, les produits du secteur énergétique ainsi que les métaux non précieux. Les principaux achats suisses sont les produits chimiques et pharmaceutiques, les textiles et l'habillement, les machines, les produits agricoles, les métaux non précieux.

À noter que les **statistiques italiennes** pour 2022 font état de montants différents, avec des exportations italiennes vers la Suisse à hauteur de 31 milliards d'euros et des importations équivalentes à 18 milliards d'euros.

L'**importance des relations transfrontalières** entre la Suisse et l'Italie est considérable et affecte la globalité des relations économiques bilatérales. Environ 40% des échanges bilatéraux de marchandises entre la Suisse et l'Italie se font avec les régions frontalières, à savoir la Lombardie, le Piémont, le Trentin / Sud-Tyrol et le Val d'Aoste. Selon les données italiennes les plus récentes (2022), la Lombardie représente à elle seule le 33% de l'ensemble des échanges bilatéraux entre la Suisse et l'Italie: la région a exporté 10 milliards d'euros de marchandises vers la Suisse et importé 6 milliards d'euros.

4.2.2. Commerce bilatéral de services

D'après les plus récentes statistiques⁸ basées sur la balance des paiements, le commerce bilatéral des services entre la Suisse et l'Italie a été stable au cours de la période 2015-2022, avec des exportations / importations souvent équivalentes, à la hauteur de 5-6 milliards de francs suisses dans chaque direction. En 2022, le volume total du commerce de services s'élevait à 12.2 milliards de francs suisses (5 milliards de services exportés vers l'Italie, 7 milliards importés). Sur l'ensemble de la période considérée (2015-2022), le volume du commerce bilatéral de services a augmenté en moyenne de +0.74% chaque année.

Parmi les secteurs principaux figurent notamment le tourisme / voyages d'affaires, qui constitue la catégorie prédominante tant dans les exportations que les importations. Viennent ensuite les services aux entreprises (informatique, conseil, etc.), les transports, ainsi que les prestations dans le domaine de la finance et du secteur des assurances.

⁸ [Services Trade Cockpit SECO](#)

5. Investissements directs

5.1. Évolution et perspectives générales

Par rapport à ses voisins européens, l'Italie n'attire que **peu d'investissements directs étrangers** (IDE): si l'on considère la moyenne des 5 dernières années, sa part de marché ne représente en effet que le 2% du total des investissements directs en Europe. De plus, les flux d'IDE en Italie sont particulièrement volatiles.

La faible capacité de l'économie italienne à attirer les investissements est connue. De manière générale, les **principaux repoussoirs** pointés du doigt sont la lourdeur administrative, l'incertitude juridique, un niveau de fiscalité élevé et la perception d'une corruption répandue.

Le **poids des entreprises étrangères en Italie pour l'économie italienne** est toutefois conséquent. Une étude de l'université LUISS et Confindustria, publiée en 2023⁹, offre un portrait clair et détaillé à ce sujet. L'Italie compte 15'631 entreprises appartenant à des multinationales étrangères: cela correspond à 1.5 millions de salariés, un chiffre d'affaires de 548 milliards d'euros et une valeur ajoutée de près de 122 milliards d'euros. Bien qu'elles ne représentent que le 0.4 % du nombre total d'entreprises italiennes, les filiales des multinationales étrangères apportent donc une **contribution significative à l'économie nationale**. Elles emploient le 9% du personnel de toutes les entreprises présentes sur le territoire, représentent le 20% du chiffre d'affaires et le 16% de la valeur ajoutée, le 27% des investissements en recherche et développement, le 32% des exportations nationales de biens et le 50% des importations.

Selon les statistiques les plus récentes de la Banca d'Italia (décembre 2022), le stock d'**investissements directs étrangers**¹⁰ en Italie s'élevait à près de 400 milliards d'euros. Le premier investisseur est la France (87 milliards), suivie des États-Unis (40 milliards), de l'Allemagne (33 milliards), du Royaume-Uni (29 milliards) et de la Suisse (21 milliards). En ce qui concerne les **investissements italiens à l'étranger**, le stock fait état de 494 milliards, concentrés dans les pays suivants: États-Unis (46 milliards), Espagne (43 milliards), Allemagne (36 milliards), Pays-Bas (35 milliards) et France (33 milliards).

Un élément intéressant ressort d'une étude¹¹ du cabinet de conseil EY, publiée en juin 2023: en 2022, l'Italie a enregistré 243 nouveaux projets d'investisseurs étrangers, soit une hausse de +17% par rapport à l'année précédente, déjà très favorable (+83% par rapport à 2020). Les projets lancés en 2022 ont généré un total de 20'313 nouveaux emplois, avec une moyenne de 148 nouveaux emplois par projet (seuls 43 projets individuels ont cependant généré plus de 100 emplois chacun). Les secteurs privilégiés pour les nouveaux investissements sont notamment ceux liés aux centres de recherche et de développement. Ceci dit, l'Italie reste loin derrière les premiers pays européens en termes de nombre de nouveaux projets en 2022 (France: 1'259, Royaume-Uni: 929, Allemagne: 832).

La plupart des investisseurs étrangers en Italie se concentre géographiquement dans le nord de l'Italie. La taille du marché italien ainsi que les phénomènes de *reshoring* de la production en Europe suite aux événements récents explique cette tendance. Les secteurs privilégiés pour les investissements étrangers en Italie sont la logistique et les transports, les secteurs pharmaceutique et agroalimentaire ainsi que les secteurs de la technologie et des télécommunications.

Parmi les opérations récentes les plus significatives, il convient de mentionner l'accord rejoint en mai 2023 entre **Lufthansa** et le Ministère italien des finances concernant l'entrée du groupe allemand au capital de la compagnie – désormais étatique – ITA Airways, née des cendres d'Alitalia. Lufthansa obtiendra initialement une participation de 41% dans ITA pour 325 millions d'euros, et

⁹ "[Le imprese estere in Italia: tra segnali di ripresa e nuovi rischi globali](#)" (2023); étude basée sur les données du dernier recensement des entreprises étrangères en Italie, effectué en 2020.

¹⁰ *Italy's inward direct investment by ultimate investing country* ([Banca d'Italia: IDE per Paese controparte](#))

¹¹ https://www.ey.com/en_gl/attractiveness/ey-europe-attractiveness-survey ; voir aussi: [Italia in testa per incremento degli investimenti diretti](#)

entend augmenter progressivement sa participation ainsi que ses investissements (achat d'avions, nouveaux emplois).

5.2. Investissements bilatéraux

L'Italie **demeure un partenaire intéressant pour les investisseurs suisses**. Les secteurs attirant le plus d'investissements helvétiques sont l'industrie manufacturière, l'industrie pharmaceutique, le commerce de gros, le secteur de l'énergie, la logistique et le transport, ainsi que la finance et les assurances. Les groupes **pharmaceutiques** Novartis et Roche ont notamment renforcé leurs investissements dans un secteur stratégique sur lequel l'Italie mise beaucoup: le Belpaese est devenu le premier pays producteur pharmaceutique de l'Union européenne. À titre d'exemple, on mentionnera le Campus Novartis de Torre Annunziata (Campanie), qui emploie presque 500 personnes: en mars 2023, Novartis a lancé les travaux pour son agrandissement, avec un investissement de 30 millions d'euros. La multinationale bâloise a investi 250 millions d'euros en Italie pendant la période 2020-2022.

Depuis la libéralisation du secteur **énergétique** en Italie en 2000, les opérateurs suisses, notamment ABB, Axpo, Alpiq, BKW et REpower, ont investi massivement dans ce secteur. Le **marché italien** est devenu une des **premières sources de chiffre d'affaires** pour certaines de ces entreprises. Dans le secteur des **transports** des marchandises on retrouve des entreprises suisses tels que SBB Cargo et Hupac (dans ce contexte, la Confédération a approuvé en avril 2023 une contribution de 66 millions de francs pour la construction d'un terminal de transbordement près de Milan¹²). On signalera également la forte présence du groupe MSC – basé à Genève – notamment dans le secteur des ports et de la logistique (cf. à ce propos le rapport de cette Ambassade "[Des milliards et du soft power: la logistique, un secteur stratégique clé](#)").

Swisscom est propriétaire à hauteur de 100% du capital de Fastweb (entreprise leader en Italie dans l'accès internet). SwissPost International poursuit une stratégie d'expansion en Italie selon le modèle du franchising. Les principaux **instituts bancaires** suisses sont présents avec des activités "on-shore" (Julius Bär est active en Italie au travers de sa société d'investissements Kairos). Le secteur des **assurances** est également bien représenté avec Swiss Re, Zürich, Helvetia et Swiss Life.

Parmi les plus importants investissements liés à la Suisse, il convient de souligner que Atlantia Group, la société holding de la famille Benetton, a vendu fin 2020 au **private equity Partners Group** – basé à Zoug – le 49% de **Telepass**, leader italien des fournisseurs de systèmes électroniques de péages routiers. L'opération – d'une valeur de 1.1 milliards d'euros – constitue l'une des plus importantes acquisitions effectuées par un acteur suisse en Italie. De par son importance stratégique, l'opération a dû être soumise au gouvernement italien, qui l'a approuvée.

On mentionnera également la fusion en 2022 entre le groupe suisse **Dufry** – l'un des grands acteurs internationaux de la gestion de boutiques en aéroport – et **Autogrill**, spécialiste italien de la restauration sur les autoroutes. Le nouvel ensemble pèsera environ 14 milliards d'euros de chiffre d'affaires et s'adressera potentiellement à 2.3 milliards de voyageurs, avec 5'500 points de vente dans 75 pays et 60'000 salariés.

Selon l'Institut national de statistique (Istat), il y aurait en Italie environ 1'400 sociétés contrôlées depuis la Suisse. D'après d'autres sources plus actuelles (Orbis Corporate Database), le nombre d'entreprises suisses en Italie (environ 3'700 recensées) serait bien plus important. Toujours selon la même source, les sociétés suisses actives en Italie emploient environ 120'000 personnes.

D'après les statistiques de la Banque nationale suisse (BNS)¹³, **les stocks d'IDE suisses en Italie** à fin 2021 s'élevaient à 22.6 milliards de francs. Ces chiffres n'ont pas fait état d'évolutions spectaculaires au courant des dix dernières années (croissance moyenne de +1.7% par année). Les **stocks d'IDE italiens en Suisse** s'élevaient à 3.8 milliards de francs fin 2021, ce équivaut à une diminution de -40% sur dix ans.

¹² [La Confédération soutient la construction d'un grand terminal de transbordement dans la région de Milan](#)

¹³ <https://data.snb.ch/fr/topics/aube/cube/fdichbinvla> – Il s'agit d'une donnée différente de celle provenant de la Banque d'Italie, cf. annexe 5.

6. Promotion économique et touristique

6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Depuis 2012, les activités de promotion de la place économique et des exportations suisses vers l'Italie sont assurées par le **Swiss Business Hub Italia**, qui a ses bureaux auprès du Consulat général à Milan. Le Swiss Business Hub Italia constitue un interlocuteur fondamental des PME suisses intéressées au marché italien, ainsi qu'une porte d'accès pour des investisseurs italiens intéressés par la Suisse.

La **Chambre de commerce suisse en Italie** (renommée *Swiss Chamber* en 2016) joue à son tour un rôle important dans la promotion et la défense des intérêts des principales entreprises suisses présentes en Italie. Sa mission est de favoriser le développement des relations commerciales, industrielles et économiques entre les deux pays.

L'**Ambassade** organise tout au long de l'année des événements en lien avec la politique économique suisse en Italie. Cela a été le cas pour la thématique du fintech ("**Swiss Fintech Day**", en 2019, 2020 et 2021), en coopération étroite avec le Swiss Business Hub. Il convient également de mentionner les nombreux événements du cycle "**La Svizzera delle idee**", une initiative lancée en 2018 pour renforcer la perception de la Suisse en Italie en tant que pays innovant, compétitif et solidaire. Dans ce cadre, l'Ambassade réunit plusieurs fois par an des personnalités éminentes du secteur privé, du monde universitaire et de la politique afin d'échanger sur des sujets d'actualité et des créneaux intéressants pour les entreprises suisses (ex. sciences de la vie, mobilité électrique, jeux vidéos, travaux publics, etc.).

On mentionnera également l'organisation de deux *Swiss Tech Tours*, voyages en Suisse (2022, 2023), co-organisés avec le **Swiss Business Hub** et destinés à l'illustrer à plusieurs médias et décideurs économiques italiens l'attractivité de l'écosystème suisse de l'innovation, notamment dans le secteur des sciences de la vie.

6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse

L'organisation faîtière **Suisse Tourisme** est présente en Italie avec un bureau à Milan et une antenne à Rome. Malgré la force du franc suisse, l'Italie constitue un pays prioritaire pour la promotion touristique suisse. En faisant abstraction des années influencées par la pandémie, l'Italie est en moyenne le 6^{ème} marché pour le tourisme suisse (après Allemagne, USA, GB, France et Chine).

Dans le secteur de l'**éducation**, la Suisse jouit d'une excellente réputation dans la Péninsule. De nombreux étudiants italiens ou chercheurs s'inscrivent auprès des universités et écoles polytechniques fédérales suisses et un nombre élevé d'étudiants et chercheurs postule pour obtenir une bourse d'étude. À titre d'exemple, on mentionnera ici **Alessandro Figalli**, professeur auprès de l'École Polytechnique fédérale de Zurich et lauréat de la médaille Fields (équivalent au Prix Nobel des mathématiques) en 2018. *Swiss Learning* et les écoles privées suisses accordent donc une attention particulière au marché italien.

ANNEXE 1

Structure de l'économie

Répartition du PIB*	2018	2022
Secteur primaire	2%	2%
Secteur manufacturier et industrie	24%	22%
Services	74%	76%

Répartition de l'emploi**	2018	2022
Secteur primaire	4%	4%
Secteur manufacturier et industrie	26%	24%
Services	70%	73%

Source:* [Banque mondiale](#), **[ILOSTAT](#)

Détails : [Banca dati ISTAT](#) (occupazione regolare e irregolare per branca di attività e popolazione)

ANNEXE 2

Principales données économiques

	2021	2022	2023
PIB (USD mia)	2'116	2'012	2'170
PIB/habitant (USD)	35'842	34'113	36'812
Taux de croissance (% du PIB)	+7	+3.7	+0.6
Taux d'inflation (%)	1.9	8.7	4.5
Taux de chômage (%)	9.5	8.1	8.3
Solde budgétaire (% du PIB)	-9	-8	-3.7
Solde des transactions courantes (% du PIB)	3	-0.7	0.7
Dettes extérieures totales (% du PIB)	150	144.7	140.3

Sources: FMI, World Economic Outlook (2023)

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Consultation juin 2023

- <https://www.imf.org/en/Countries>

ANNEXE 3

Partenaires commerciaux de l'Italie 2022

Rang	Pays	Exportations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)	Rang	Pays	Importations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)
1	Allemagne	77'535	12.4	+15%	1	Allemagne	90'993	13.9	+18%
2	États-Unis	65'121	10.4	+32%	2	Chine	57'506	8.8	+49%
3	France	62'652	10	+17%	3	France	48'562	7.4	+24%
4	Espagne	32'039	5.1	+22%	4	Pays-Bas	36'564	5.6	+30%
5	Suisse	31'089	5	+14%	5	Espagne	30'584	4.7	+20%
6	Royaume-Uni	27'304	4.4	+16.5%	6	Belgique	25'579	3.9	+22%
7	Belgique	22'908	3.7	+27%	7	États-Unis	24'904	3.8	+57%
8	Pologne	19'396	3.1	+18%	8	Azerbaïdjan	20'227	3.1	+119%
9	Pays-Bas	18'592	3	+22%	9	Suisse	18'489	2.8	+65%
10	Chine	16'442	2.6	+5%	10	Algérie	18'227	2.8	+194%
	UE	328'919	53	+19%		UE	333'989	51	+22%
	Total	624'710	100	+20%		Total	655'429	100	+36%

Source: Osservatorio Economico du Ministère des affaires étrangères sur données Istat

N.B : ces statistiques italiennes montrent des chiffres différents de celles suisses en ce qui concerne le commerce bilatéral (Annexe 4)

ANNEXE 4

Échanges commerciaux bilatéraux

	Export CH (CHF Mio.)	Variation (%)	Import CH (CHF Mio.)	Variation (%)	Solde CH (CHF Mio.)	Volume (CHF Mio.)
2018 (Total 1)**	16'472 (14'363)	3.9 (4.4)	20'806 (18'767)	5.0 (4.2)	-4'334 (-4'404)	37'278 (33'130)
2019 (Total 1)**	16'063 (14'069)	-2.5 (-2.0)	22'235 (18'748)	6.9 (-0.1)	-6'172 (-4'679)	38'298 (32'817)
2020 (Total 1)**	14'600 (12'983)	-9.1 (-7.7)	22'200 (16'799)	-0.2 (-10.4)	-7'603 (-3'816)	36'798 (29'782)
2021 (Total 1)**	18'478 (15'527)	26.6 (19.6)	21'995 (18'893)	-0.9 (12.5)	-3'517 (-3'366)	40'473 (34'420)
2022 (Total 1)**	24'014 20'644	30.0 11.3	23'704 21'349	7.8 13.0	310 -705	47'718 41'993

Source : Administration fédérale des douanes, juin 2023

*) Avec effet au 01.01.2012, l'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.

**) Total "conjoncture" (total 1): sans or en barres et autres métaux précieux, monnaies, pierres précieuses et gemmes, ni objets d'art et antiquités

Répartition des produits

Exportations 2022

Catégorie	Poids 2021 (%total exportations)	Poids 2022 (%total exportations)
Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	43%	40%
Produits énergétiques	14%	25%
Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	12%	9%
Machines, appareils, électronique	9%	7%

Importations 2022

Catégorie	Poids 2021 (%total importations)	Poids 2022 (%total importations)
Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	24%	26%
Machines, appareils, électronique	12%	10%
Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	9%	8%
Textiles, habillement, chaussures	8%	7%

ANNEXE 5

Italie – Principaux pays investisseurs 2021

Rang	Pays	Investissements directs (millions EUR, stock)	Part	Variation sur 2020 (stock)
1	France	87'359	22%	+17%
2	États-Unis	40'891	10%	-5%
3	Allemagne	32'724	8%	+1%
4	Royaume-Uni	28'699	7%	-9%
5	Suisse	20'677	5%	-4%
6	îles Caïmans	19'472	4.9%	-3%
7	Luxembourg	17'465	4.4%	-13%
8	Pays-Bas	16'476	4.1%	+9%
9	Espagne	13'247	3.3%	+76%
10	Japon	7'903	2%	-4%
	Total	393'413	100 %	-1.5%

Source: Banca d'Italia (dernières données disponibles, décembre 2022).

<https://www.bancaditalia.it/statistiche/tematiche/rapporti-estero/investimenti-diretti/index.html>